

Dans le Sud-Ouest, des centaines de conseillers municipaux britanniques ne pourront pas se représenter aux municipales de mars 2020, en raison du Brexit. Parfois piliers des villages, ils craignent de s'éloigner des décisions. Les maires et les anglophones se préparent à regretter de précieux interprètes.



De gauche à droite : Luc Macouin, le maire de Saint-Colomb-de-Lauzun (Lot-et-Garonne), Pierre Maleyran, son premier adjoint, ainsi que Julie Bailey et Connie Ostmann, ses conseillères municipales de nationalité britannique. RODOLPHE ESCHER/LE FIGARO

Le Brexit amer des Anglais élus en France, contraints à l'adieu

Casquette vissée sur la tête, des dizaines d'enfants attendent leur tour, un panier à la main, devant la table dressée sur des tréteaux. « J'étais là avant », prévient l'un d'entre eux à quiconque tenterait de trop s'avancer. Tous réclament

« Connie », en appellent à sa générosité, n'ont d'yeux que pour ces œufs multicolores qu'elle distribue sans discontinuer. La septuagénaire britannique se régale de l'impudence de cette marmaille. Quelques heures auparavant, ce samedi 20 avril, elle a pris soin de cacher les coques en chocolat sous les palmiers, les pruniers et les cyprès du parc de la mairie. À Saint-Colomb-de-Lauzun, 500 habitants, au milieu des vignes lot-et-garonnaises, des blondes d'Aquitaine et des champs, Connie Ostmann est connue comme la grande ordonnatrice de ces kermesses pour lesquelles se damne tout le village.

Cette année, le week-end de Pâques n'était pourtant pas de la trempe des précédents. Moins insouciant, peut-être plus amer. Connie Ostmann sait qu'il s'agit pour elle du dernier dans ses habits de conseillère municipale. « C'est agaçant », glisse-t-elle, déçue de voir la citoyenneté européenne lui échapper bientôt. Et, avec elle, le droit de se représenter aux municipales de mars prochain, une fois que son pays aura quitté l'Union européenne (UE), a priori d'ici au 31 octobre. « J'ai bâti ma vie autour de mon engagement associatif. Je vais perdre un peu ce rôle, parce que je serai plus éloignée des décisions », regrette-t-elle, en quelques mots sculptés dans un français parfait. Ses proches en sont convaincus : « Elle ne laisserait sa place pour rien au monde. »

Pour conjurer le mauvais sort, l'ancienne rectrice d'université, définitivement installée en France « il y a déjà treize ans », a envoyé un épais dossier de demande de nationalité française à Bordeaux (Gironde), l'hiver dernier. Sans grand espoir d'obtenir le sésame avant les prochaines élections. « Les délais sont trop courts, il faut environ trois ans. Ils sont débordés à la préfecture. » Julie Bailey, la deuxième Anglaise du conseil municipal, s'apprête aussi à remettre son mandat en jeu. « À contrecœur bien sûr », comme environ 700 Britanniques, pour la plupart arrivés à l'honorable âge de la retraite, investis dans la vie locale en France et d'un coup « pris au piège » par le vote de leurs concitoyens, à 800 kilomètres de là. Dans ce Sud-Ouest où le paysage ondule en collines, il se dit que les adieux avec les autres élus auront quelque chose du déchirement.

« Plus française que personne d'autre »

Voilà cinq ans que Connie Ostmann a franchi, avec Julie Bailey, le seuil de l'ancienne grange transformée en mairie, pour pénétrer dans la salle du conseil municipal. En bonne « républicaine », elle a passé en revue les portraits de tous les présidents depuis 1958, accrochés aux murs de l'entrée, puis s'est assise autour de la table, aux côtés des quatorze autres élus. Ce jour de mars 2014, les deux sujets de la monarchie britannique ont été intronisés élus de la République.

Connie, la Londonienne, jusqu'alors plus au fait du fonctionnement de Buckingham Palace que de celui des mairies françaises, « aurait ri » si on lui avait prédit un tel destin, et le score de maréchal obtenu par la liste - presque 100 % des suffrages exprimés, la norme dans ces villages aux candidatures uniques. Enhardies par leur victoire, les

nouvelles élues ont rapidement planté un drapeau bleu-blanc-rouge dans leur jardin. « Mais pas l'Union Jack ! », s'empresse de préciser Julie Bailey. L'étendard britannique y aurait encore moins sa place aujourd'hui, semble-t-elle dire, comme rassurée de se trouver loin d'un archipel empêtré depuis trois ans dans un Brexit sans fin.

Dans le village, les silhouettes des deux Anglaises sont presque aussi célèbres que celle du maire, en poste depuis trente-six ans. La perspective de leur départ attriste les habitants qui les connaissent. Qu'ils passent chaque jour, à l'entrée du bourg, devant « The Old School », réputée comme la seule école privée anglaise du Sud-Ouest, fondée par Julie. Ou qu'ils aient croisé une fois Connie, présidente du syndicat d'initiative, sous la charpente reluisante de la salle des fêtes, entre les verres de whisky et les sons criards de la cornemuse pendant la fête écossaise. Si ce n'est un soir de la Saint-Jean, au début de l'été, devant les stands de paella et de sangria.

« C'est elle qui a réclamé des ralentisseurs à l'entrée et à la sortie du village, pour calmer les chauffards ! », se souviennent les plus informés de la vie municipale. Outre ce fait d'armes, la légende de Connie rapporte qu'elle vient souvent sonner chez les Anglais d'ici. Un « tout va bien ? », puis elle repart. « Elle est plus passionnée et plus française que personne d'autre », relève Chris Anthony, parfois invité chez elle, dans l'ancienne mairie qu'elle occupe aujourd'hui. Depuis son gîte traditionnel, construit de toutes pièces, le Gallois regrette de « perdre bientôt un précieux contact ». « Et une charmante interprète ! », selon son épouse.

« Sans eux, je ne sais pas faire »

La crainte agite aussi le maire, « pas du tout bilingue ». Et volontiers aidé par ses deux élues britanniques, dans un village peuplé d'« environ 15 % d'Anglais », attirés par la qualité de vie, souvent quand vient la retraite, et par des habita-

tions moins chères qu'en Provence ou sur la Côte d'Azur.

Dans la Dordogne voisine, à Serres-et-Montguyard, Pierre Richiero redoute de se trouver bien en peine pour communiquer avec ses administrés. Près d'un sur deux parle anglais au village. « Gérer ma commune de 200 habitants sans mes deux anglophones, je ne sais pas faire. Je ne le conçois pas. » Soucieux de se faire comprendre, le maire s'adonne chaque Nouvel An au même rituel : il soumet le texte de ses vœux à « ses deux Écossais », David et Margaret Cowan, qui se chargent de la traduction et l'envoient à toutes les boîtes mail des Britanniques.

Les Cowan ne ratent pas un conseil municipal. Mais dans le brouhaha, cernés par huit Français à l'accent périgourdin et par les termes les plus techniques du budget municipal, les deux retraités se retrouvent parfois coincés dans d'obscures réunions. De la dotation équipements aux territoires (DETR) au plan local d'urbanisme (PLU), « on aurait besoin d'un dictionnaire des sigles ! », sourit David du bout de sa moustache blanche. Rapidement noyée dans les méandres de la vie locale, une Anglaise a abandonné son siège d'élue à la fin de son mandat, en 2014. « On n'avait pas été assez pédagogues avec elle, reconnaît le maire. Désormais, on essaie de parler plus doucement, d'expliquer... Mais à vrai dire, le naturel revient vite. »

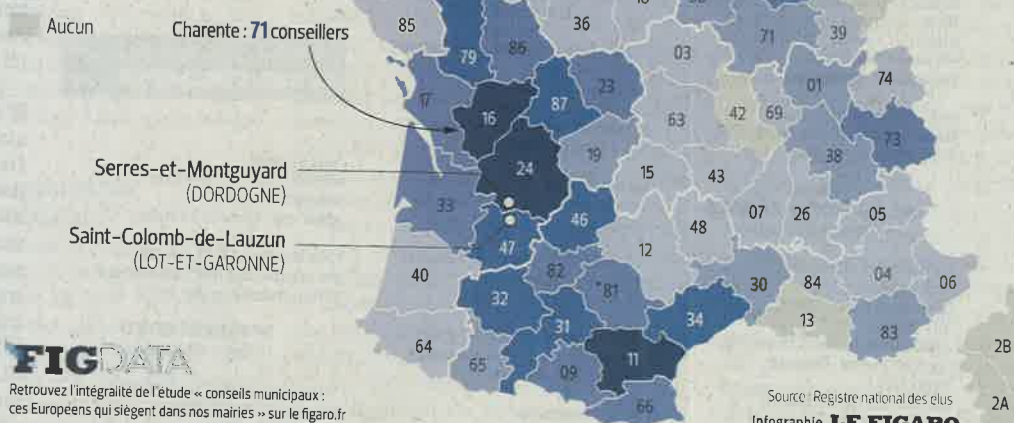
David a fini par s'y habituer. Le 11 novembre, devant la poignée de noms inscrits sur le monument aux morts, le septuagénaire ose même prendre la parole, « en hommage à ceux tombés à la guerre », de son français encore chancelant. « C'est modeste, mais c'est important pour moi », dit-il. « Européen, Écossais, Français et Britannique », dans cet ordre-là, David prépare sa demande de papiers. Avec ou sans, le 11 novembre 2020 et ceux à venir, il sera toujours debout, sous les éclats de trompette entonnant *La Marseillaise* et le *Last Post*, la sonnerie aux morts des armées du Commonwealth.

Poussés vers la sortie, les futurs retraités de la politique à l'accent anglais ne se retireront pas tout à fait. « Hors de question », prévient Connie. La Britannique continuera de courir tout ce que Saint-Colomb-de-Lauzun compte d'événements, à bord de sa Citroën rouge, volant à droite. Elle n'ose le faire remarquer, mais à 76 ans, elle est dix-sept ans plus jeune qu'Elizabeth II. Dans une région encore fière de son Aliénor d'Aquitaine, tour à tour reine de France, puis d'Angleterre, il faudrait plus qu'un Brexit pour détrôner la « Queen du village ». ■

763 conseillers municipaux britanniques en métropole

NOMBRE DE CONSEILLERS MUNICIPAUX BRITANNIQUES PAR DÉPARTEMENT (au 9 avril 2019)

- Plus de 50
- De 20 à 40
- De 10 à 20
- De 5 à 10
- Moins de 5
- Aucun



FIGDATA
Retrouvez l'intégralité de l'étude « conseils municipaux : ces Européens qui siègent dans nos mairies » sur le figaro.fr

Source : Registre national des élus
Infographie LE FIGARO